

Qualité

Le Des fédérations doutent de l'efficacité du plan qualité en Ehpad

Publié le 14/03/22 - 17h58

Les nouvelles mesures de renforcement des contrôles, de l'évaluation et de la transparence des Ehpad annoncées par Olivier Véran et Brigitte Bourguignon ne semblent pas convaincre la majorité des fédérations du secteur. Quid des moyens financiers ?

La problématique de l'amélioration de la qualité de l'offre d'accompagnement proposée en Ehpad n'en finit pas d'animer les débats qu'ils soient parlementaires, politiques ou proposés par les professionnels du secteur. Pour apporter une réponse, Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé, et Brigitte Bourguignon, ministre déléguée à l'Autonomie, ont donc annoncé un plan comprenant notamment le renforcement des contrôles dans tous les Ehpad sur deux ans. Et dans la foulée, la Haute Autorité de santé a publié un référentiel national pour évaluer la qualité dans le social et le médico-social (lire nos articles [ici](#) et [là](#)). Le plan qualité et ses différentes mesures ne semblent pas avoir calmé les interrogations ni rassuré certains représentants du secteur.

La réalité des contrôles

Côté organisations syndicales, plusieurs ont exprimé leurs réticences par communiqué. Si la fédération santé et action sociale CGT salue le renforcement des contrôles et tout particulièrement les embauches d'inspecteurs que cela implique, elle doute que l'ensemble des contrôles envisagés soient vraiment réalisés. La CGT s'appuie sur des chiffres pour légitimer son affirmation. Elle estime que pour contrôler 7 500 Ehpad en 2 ans, cela implique au moins 14 contrôles d'Ehpad par jour. Pour mettre en perspective l'objectif visé avec ce qui se fait sur le terrain, elle ajoute que chaque année à peine une centaine d'Ehpad font l'objet d'inspection. La CGT propose aussi la fin du secteur lucratif et de la marchandisation du système épinglé dans l'ouvrage *Les Fossoyeurs* du journaliste Victor Castanet.

La Fnapaef reste également sur sa faim. Sa présidente, Claudette Brialix, écrit : "*Nous sommes dubitatifs quant à l'application effective de ce plan, d'autres engagements, dont la loi Grand âge, maintes fois réitérés [ayant été] abandonnés quand le soufflé de l'actualité retombe.*" Elle insiste sur certaines zones d'ombre des futurs contrôles qualité. Seront-ils inopinés correspondant à l'activité chargée et étendus au fonctionnement de nuit ? Les dysfonctionnements recensés seront-ils corrigés ? Les effectifs des ARS seront-ils à la hauteur et dans quels délais ? Quand les chambres régionales rendront-elles leurs nouveaux rapports ? Comment envoyer le personnel se former à la bientraitance quand les effectifs sont restreints ?

Insuffisance des moyens

Quant aux fédérations de directeurs, la majorité d'entre elles sont peu enthousiastes. Par communiqué, la Fnapa "*regrette que la réponse du Gouvernement consiste à lancer des contrôles sur tous les Ehpad, sans la moindre mesure d'accompagnement structurel et financier*". Elle alerte sur "*le risque démagogique de l'utilisation des dix indicateurs clés d'évaluation sortis de leur contexte (tensions ressources humaines sur un territoire, manque de dialogue avec les autorités, etc)*". L'AD-PA fustige le plan gouvernemental en déclarant que "*l'État répète les mêmes méthodes qui ne fonctionnent pas*". La fédération reproche au Gouvernement d'augmenter le nombre de contrôleurs et la charge de travail des professionnels qui subiront ces contrôles "*au lieu d'augmenter le nombre de professionnels au service des personnes âgées*". L'AD-PA s'insurge : "*L'État dit ne pas vouloir stigmatiser les*

établissements, mais engage des contrôles dans tous les établissements, y compris les 80% d'associatifs et de publics qui n'ont jamais été visés par aucune enquête récente."

400 M€ pour combler les difficultés

La Fnadepa dans sa communication salue "*les mesures renforçant la transparence financière qui visent à lutter contre les pratiques indignes*". Elle rapporte que Brigitte Bourguignon a aussi indiqué aux fédérations que "*400 millions d'euros de crédits supplémentaires seront accordés aux établissements en difficultés financières au titre de 2021, notamment en raison d'un sous-financement du Ségur ou de la prime Grand âge*". Pour autant, elle regrette que concernant les dispositions de contrôle le Gouvernement n'apporte qu'une réponse partielle à des difficultés bien plus vastes. Pour elle, le système arrive à bout de souffle et il faut "*une grande réforme*". La Fnadepa espère toujours une loi.

A contrario des autres fédérations, dans son communiqué sur les annonces gouvernementales relatives au nouveau plan qualité, le Synerpa salue sans émettre *a priori* de bémol le renforcement des contrôles inopinés et la mise en place d'indicateurs qualité. Le syndicat des directeurs d'établissements privés commerciaux considère ces mesures comme étant nécessaires. Il ajoute même qu'il les attendait.

Lydie Watremetz